

Chronique du jour : A fonds perdus Nouvelle carte énergétique

Par Ammar Belhimer

ammarbelhimer@hotmail.fr

La nouvelle carte énergétique qui se dessine à partir de l'augmentation de la production et de l'exportation de pétrole non conventionnel et de gaz par les États-Unis annonce le déclin de l'Iran, de la Russie, et aussi d'autres puissances énergétiques.

Les États-Unis se positionnent de plus en plus comme «une source stable, compétitive de choix pour l'essence, le diesel, le gaz naturel liquide et, bientôt, le gaz naturel liquéfié (GNL)», lit-on dans une toute récente étude de Foreign Affairs(*).

Au cours des deux dernières années, les États-Unis ont inauguré quatre terminaux pour l'exportation de GNL, principalement en direction des pays avec lesquels ils n'ont pas d'accord de libre-échange, comme le Japon et plusieurs pays latino-américains et européens. En 2020, les États-Unis pourraient exporter 61,7 millions de tonnes de GNL par an, ce qui les propulserait à la seconde place parmi les exportateurs, après le Qatar.

Une telle perspective est vue comme étant très salubre pour l'économie mondiale : «Les États-Unis et le monde ont beaucoup à gagner — en termes économiques et géopolitiques — de l'expansion des exportations d'énergie des États-Unis.»

La nouvelle carte de l'énergie est associée à «la révolution du schiste en Amérique du Nord» ; sa production équivaut à «trois fois la production totale de pétrole qui a été perdue dans l'offre mondiale comme conséquence directe des troubles liés au Printemps arabe (en Syrie, au Yémen et à Bahreïn)».

Le gaz de schiste est un gaz naturel contenu dans des roches schisteuses difficilement exploitables jusqu'au début de notre siècle qui a vu apparaître des techniques de fracturation hydraulique et de forage horizontal rendant possible cette exploitation aux États-Unis.

Les gaz de schiste (et le pétrole de schiste de même origine) constituent un tournant énergétique qui repositionne lourdement les États-Unis depuis 2008. Ce tournant est, notamment, marqué par l'effondrement des prix du gaz naturel (un tiers du prix européen). A la faveur de ce même tournant, les États-Unis retrouvent une plus grande indépendance énergétique, alors que s'amorce un mouvement de relocalisation des industries énergétiques vers un nouveau croissant énergétique, s'étalant du Texas à la Pennsylvanie(**).

La logique du profit prévalant, les conséquences écologiques sont pour le moment négligées. L'an dernier, rapporte le quotidien Le Monde, la Société géologique américaine, l'US Geological Survey (USGS), a présenté à son congrès annuel des travaux montrant qu'en Oklahoma le nombre annuel de séismes de magnitude supérieure à 3 a été multiplié par 20 entre 2009 et 2011, par rapport au demi-siècle précédent. Selon l'USGS, l'Arkansas, le Texas, l'Ohio et le Colorado, où se déroulent des opérations d'injection ou de fracturation,



connaissent une situation comparable.

Les troubles énergétiques attachés aux révoltes arabes ont été atténués par l'offre d'autres hydrocarbures (la production américaine de gaz naturel a augmenté dans des proportions considérables) et l'augmentation de la production d'Arabie saoudite de deux millions de barils par jour.

Cette production supplémentaire a contenu la hausse des prix mondiaux de l'énergie.

Le changement majeur attendu pour les cinq prochaines années est l'exportation par l'Amérique du Nord de son énergie non conventionnelle en dehors de la région, afin de satisfaire la demande des alliés des États-Unis, comme le Japon et la Corée du Sud, qui aspirent à un «commerce sécurisé».

«En 2020 ou peu après, à moins d'obstacles politiques, les États-Unis seront probablement un exportateur net d'énergie.»

«Le volume des exportations, bien qu'impressionnant, n'est pas l'aspect le plus important de la course des États-Unis au contrôle de l'économie énergétique.» Plus déterminante est leur influence «sur les règles mondiales du jeu de pétrole et de gaz naturel.»

Désormais, il sera ainsi «difficile pour l'un des autres grands pays exportateurs du monde – la Russie – d'utiliser le gaz naturel comme un instrument de politique étrangère, liant ses livraisons à des objectifs politiques, comme cela était le cas en Ukraine et, par voie de conséquence, dans toute l'Europe». Enfin, «la hausse des exportations de GNL des États-Unis (combinée à la diminution des importations de pétrole) limitera également la capacité de l'Opep à contrôler les prix, comme elle le fait depuis un demi-siècle». «Jusqu'à présent, l'antipathie de longue date entre la Russie et le Conseil de coopération du Golfe (CCG) et la relation de sécurité américano-saoudienne, ont pesé contre une grande coalition arabo-russe sur l'énergie. Mais l'évolution des circonstances pourrait les pousser à agir ensemble. Selon certaines sources, l'Arabie saoudite a déjà fait des ouvertures vers la Russie au sujet de la construction d'une coalition d'énergie. Les rapports des médias varient sur le contenu de la proposition de Riyad à Moscou, qui avait pour but de pousser la Russie à mettre fin à son soutien de la Syrie et de l'Iran», croit encore savoir Foreign Affairs.

Si, en théorie, les États-Unis pourraient être tentés de reproduire le modèle de la Russie ou de l'Opep, restreignant ainsi les exportations d'hydrocarbures en direction de certains partenaires pour des raisons politiques, l'étude estime que telle n'est pas la voie à suivre et recommande, au contraire, de promouvoir «un marché ouvert d'exportation d'énergie». Ainsi, «même si le Japon est prêt à payer une prime de sécurité, par exemple, les exportateurs américains devraient fonder leurs prix sur la concurrence, ils doivent facturer ce que le marché peut supporter».

Une véritable révolution est ainsi attendue d'une «politique commerciale de l'énergie libre», avec un retour au premier plan – jugé bienfaiteur — de la puissance américaine au XXI^e siècle, en raison de son attachement, de longue date, au libre-échange, son ouverture à l'investissement international et aux flux de capitaux, même s'ils ont été quelque peu malmenés par la crise financière de 2007-2008.

C'est la première fois depuis l'embargo pétrolier arabe de 1973 qu'est rendue possible «la vision américaine d'un monde de libre-échange dépolitisé pour le secteur de l'énergie, qui est de loin le plus important secteur de l'économie mondiale en termes de volume et de valeur».

Le marché nord-américain est étroitement intégré du fait que les trois pays nord-américains sont attachés au libre-échange. Les États-Unis sont connectés aux marchés canadiens et mexicains de gaz — et continueront à l'être dans le cadre de l'Aléna.

Par ailleurs, même si l'intégration du marché de l'énergie en Amérique du Nord contribue à

ouvrir le marché américain de l'énergie au monde, elle lui procure toutefois une certaine protection contre ce qui se passe ailleurs. Une rude concurrence attend donc les exportations en provenance des fournisseurs d'Afrique, d'Australie, du Moyen-Orient et de Russie.

Dans cette compétition, les États-Unis disposent d'un autre atout : leur capacité de stockage est plus grande (et moins chère) que partout ailleurs dans le monde, ce qui en fait potentiellement «la plaque tournante du swing mondial de gaz naturel».

« Les obstacles à l'ouverture du commerce et de l'investissement dans l'énergie ont longtemps empoisonné les États-Unis et l'économie mondiale. A titre d'exemple, il ne fait aucun doute qu'une partie de la hausse rapide des prix mondiaux de l'énergie entre 2005 et 2008 a été le résultat d'investissements insuffisants dans la production de pétrole et de gaz au Moyen-Orient, en Russie et, dans une certaine mesure, en Chine.

Dans la plupart des cas, le sous-investissement a été intentionnel, pour ralentir la croissance de la production dans le but d'influencer les prix mondiaux de l'énergie.

Mais maintenant, l'Inde, la Chine, la Norvège et le Mexique ont commencé à encourager leurs compagnies pétrolières nationales à investir dans le schiste aux États-Unis.» Selon l'Administration américaine en charge des questions énergétiques, 20% des 133,7 milliards de dollars en investissements dans le schiste américain entre 2008 et 2012 sont le fait de coentreprises par des sociétés étrangères.

Comme le gaz de schiste et le pétrole de schiste font baisser les prix de l'énergie, les pays qui dépendent de recettes d'hydrocarbures devront s'attendre à des difficultés certaines. Bien que difficile, cet ajustement leur sera finalement salutaire : il poussera «les mieux lotis à se libérer de la malédiction des ressources naturelles, de la corruption et de la violence».

A. B.

(*) Amy Myers Jaffe and Edward L. Morse, Liquefied Natural Profits : The United States and the Remaking of the Global Energy Economy Foreign Affairs, 16 septembre 2013. <http://www.foreignaffairs.com>

(**) Pour faire court, on notera que la référence majeure en matière de point de situation sur le gaz de schiste reste le livre de Thierry Bros, After the US Shale Gas Revolution, éd. Technip, 2012.

Source de cet article :

<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2013/09/24/article.php?sid=154554&cid=8>